

« Être radical, c'est aller à la racine des problèmes et à la hauteur des solutions »



« Stoppons les méga-bassines pour partager et préserver l'eau »

Oyez, oyez : le combat contre les bassines de l'agriculture productiviste continue de plus belle, mû par une popularité et une détermination grandissantes ! On en trouvera les preuves – parmi bien d'autres... – dans deux documents : le remarquable résumé-filmé des événements du 6 novembre 2021 où fut organisée « la prise de la bassine » (visible sur notre blog) ; la tribune « Stoppons les méga-bassines pour partager et préserver l'eau » qui a fait suite à ces événements et a connu un large succès, d'envergure nationale. C'est pourquoi il est encore possible de faire mieux lors de la prochaine mobilisation des 26 et 27 mars 2022, en pleine bassine présidentielle...

Dans le Poitou-Charentes, des coopératives agro-industrielles tentent de faire main basse sur l'eau dans le but de prolonger un mode de production destructeur du vivant et dont il est aujourd'hui urgent de s'affranchir. 93 « méga-bassines » dont plus d'une dizaine dans le Marais poitevin – deuxième plus grande zone humide en France – risquent d'être érigées dans les trois prochaines années. Ces énormes cratères plastifiés de 5 à 15 hectares sont le dernier artifice de l'agro-industrie pour concilier raréfaction accrue de la ressource en eau et maintien de l'irrigation intensive.

Depuis quelques mois, le mouvement tissé patiemment entre habitant.es du Marais poitevin et d'ailleurs, paysan.nes et naturalistes pour donner un coup d'arrêt aux chantiers de méga-bassines, a pris un essor national. Samedi 6 novembre, à l'appel de Bassines Non Merci, de la LPO, de la Confédération Paysanne et des Soulèvements de la Terre, plus de 3000 personnes et 20 tracteurs se sont retrouvés à Mauzé-sur-le-Mignon, non loin d'une méga-bassine en construction interdite d'accès aux manifestant.e.s. Après avoir traversé champs, rivières et nuages de gaz lacrymogènes, les manifestant.e.s ont collectivement investi le site d'une autre méga-bassine, illégale et déjà condamnée 5 fois par la justice, construite à Cram-Chaban.

Un élément de l'installation de pompage qui alimentait cette bassine a été démonté par des paysan.nes. Une fois la foule montée sur le talus de la bassine, un débâchage a été effectué pour la mettre hors d'état de nuire. Cette action collective de « désarmement » était un appel à reconsidérer les manières de préserver et partager la ressource en eau. Elle témoigne de la nécessité assumée, au vu de l'urgence climatique, d'utiliser les outils de la désobéissance civile quand des projets écocidaire passent en force.

S'il a fallu en arriver là, c'était aussi pour répondre, en pleine COP 26, à un gouvernement qui, derrière ses prétentions écologiquement vertueuses, finance à 70% ces bassines et dont le ministre de l'agriculture Julien Denormandie prétend qu'elles s'emplissent avec les « pluies diluviennes » de l'hiver. Le morceau de tuyau ramené jusqu'aux portes de son ministère quelques jours après avoir été prélevé sur le forage de la bassine, venait le mettre face à son mensonge ou à son incompetence, en matérialisant le fait que les bassines s'emplissent aussi et surtout en pompant dans les nappes phréatiques.

Nous, signataires de cette tribune, affirmons ici que ce combat nous concerne toutes et tous, partout où nous sommes.



La lutte contre les méga-bassines est un enjeu national, qui dépasse de loin le Marais poitevin. Si celles-ci s'implantent dans les Deux-Sèvres, la France en sera couverte 10 ans plus tard. Or la raréfaction de l'eau se constate à divers niveaux de manière accrue. La survie des zones humides riches en biodiversité, ainsi que des cours d'eau aux bords de l'épuisement dépend de l'état de nos nappes et des surplus d'eaux hivernales. Depuis des années déjà, des naturalistes, biologistes et hydrogéologues analysent et dénoncent les conséquences délétères de l'irrigation intensive et des méga-

bassines sur ces écosystèmes à l'équilibre fragile et sur les êtres qui les peuplaient il y a peu de temps encore, à l'instar de l'outarde canepetière ou du busard cendré dans le marais. L'alimentation en une eau douce de qualité pour les zones ostréicoles proches est menacée elle aussi.

Les méga-bassines ne profitent qu'à une petite minorité d'irrigants qui vont continuer à s'agrandir pendant que leur voisins disparaîtront. Elles ne visent qu'à maintenir en sursis face au changement climatique un type de productions intrinsèquement dépendant des intrants chimiques, qui stérilisent les sols, font disparaître la faune et la flore, polluent les milieux aquatiques et l'eau du robinet, empoisonnent les humains à commencer par les riverains et les agriculteurs eux-mêmes. Elles sont le symbole d'un modèle néfaste aux paysans et à nos territoires, qui refuse de se réinventer et de s'attaquer aux racines du problème : l'agriculture productiviste. Nous ne pouvons en effet plus passer à côté d'une transition agricole profonde qui permette aux paysans, pris au piège d'un dogme sans avenir, d'adapter leurs pratiques aux ressources disponibles et non l'inverse, tout en tirant un revenu digne de leur activité. L'irrigation, mesurée, doit être réservée pour des productions alimentaires diversifiées, relocalisées et denses en emplois. Tout l'inverse d'une irrigation essentiellement dédiée à la culture massive du maïs destiné à l'élevage hors-sol, à l'export ou à la méthanisation.

La lutte pour le partage de l'eau est une question vitale. L'eau est nécessaire à l'agriculture mais aussi à toute forme de vie sur terre. Elle est la sève de toutes nos existences. À ce stade de dégradation de la biodiversité, elle doit retrouver le statut de commun par excellence, que nul ne devrait pouvoir privatiser.

Les opposant.es aux bassines ont besoin de tout notre soutien. Dans les années 2000, alors que lobbies et décideurs voulaient faire entrer les OGM sur le marché sans faire de vague, de

nombreux paysans et citoyens s'y sont opposés, allant là aussi jusqu'à faire le choix de la désobéissance civile en fauchant volontairement des parcelles OGM pour alerter sur ce sujet majeur. Ce combat a fini par payer. En 2008, la culture des OGM à des fins commerciales a été purement et simplement interdite en France puis en Europe. Il est temps de faire de même avec les méga-bassines et de stopper ces projets aberrants d'accaparement de l'eau avant qu'ils ne se généralisent. Nous devons élaborer une solution politique durable aux conflits d'usage sur l'eau dans l'intérêt de tou-te-s, humains et non-humains. Nous avons plus que jamais besoin de territoires vivants plutôt que de terres mortes.

C'est pourquoi, nous, porte-paroles d'organisations nationales, d'associations, ou de syndicats, personnalités politiques, scientifiques, artistes, affirmons ici notre solidarité avec les défenseurs de l'eau, du vivant, et d'une agriculture paysanne qui répond aux défis sociaux, alimentaires, écologiques et climatiques. Nous nous tenons prêt.e.s face à la répression qui menace de s'abattre sur celles et ceux qui luttent sur place. Nous ne pouvons par ailleurs que dénoncer les intimidations dont ils et elles ont fait l'objet émanant de l'État ou d'organisations agricoles refusant de voir le chemin à parcourir.

Nous nous engageons toutes et tous ensemble pour exiger un arrêt immédiat des projets de méga-bassines, à commencer par celui des 16 bassines du projet Sèvre Niortaise - Mignon.

Nous sommes le vivant qui se défend. Nous sommes l'eau qui jaillit. No basaran !

Collectif: Bassines non merci, Confédération paysanne, Les Soulèvements de la Terre...

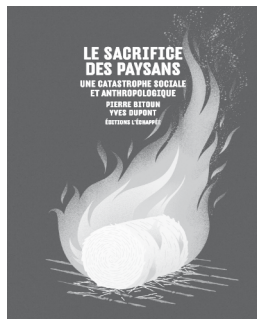
Pour rejoindre le collectif, participer à la mobilisation des 26 et 27 mars 2022 et aux actions d'ici là :
<https://bassinesnonmerci.fr>
<http://www.confederationpaysanne.fr>
<https://lessoulevementsdelaterre.org>

Comment aider les paysans

Dans un entretien accordé durant l'été 2020 à Ella Micheletti du blog *Vois de l'Hegagone*, Pierre Bitoun et Yves Dupont, coauteurs du livre *Le Sacrifice des Paysans (L'Échappée, 2016)*, étaient invités à répondre à la question suivante : « Dans quelle mesure les Français, à leur échelle, peuvent-ils contribuer à une amélioration du sort des paysans ? ». Un bref mais utile tour d'horizon.

La première, bien connue et de plus en plus pratiquée, consiste à modifier son comportement de consommateur. Il s'agit de désertier au maximum les grandes surfaces et de recourir aux différents circuits courts existants : achats directs chez le producteur, dans des magasins collectifs créés par plusieurs d'entre eux, dans des commerces de détail se fournissant principalement ou exclusivement auprès de producteurs locaux, adhésion à une Amap, achats sur les marchés de plein air, etc. Très souvent mise en avant, voire présentée comme la panacée, cette solution représente évidemment une forme nécessaire de solidarité à l'égard des paysans, mais il ne faut pas pour autant la surestimer : aussi en vogue, essayante soit-elle, elle reste un geste individuel, ne concerne pour

l'instant encore qu'une minorité de consommateurs, et n'agissant que sur la demande, elle laisse de côté l'offre dominée par les circuits de l'agrobusiness. De plus, elle peut involontairement contribuer à une segmentation du marché : d'un côté les produits standards, de mauvaise qualité, de l'agriculture industrielle pour la masse de la population, de l'autre les produits de qualité de l'agriculture paysanne pour les catégories sociales qui peuvent se les payer. Et il ne faut pas oublier non plus que tandis que gagnent en crédibilité et clientèle ces circuits courts, d'autres consommateurs, sans cesse plus nombreux, se servent de leur mobile pour commander leur Mac Do, livré par quelque cycliste de Deliveroo ou d'Uber Eats !



Une deuxième solution, plus militante et également toujours plus présente, consiste à s'engager dans les très nombreux collectifs qui soutiennent les paysans dans pratiquement tous les domaines : la lutte contre la pauvreté, les

faillites, les suicides avec Solidarité Paysans ; l'accès au foncier avec Terre de Liens ou Des terres, pas d'hypers ; la conversion au bio et à l'agriculture paysanne (Les Amis de la Terre, Nature et Progrès, Fnab, Fadear, Fncivam, Inpact, la Confédération paysanne et Les Amis de la Confédération paysanne, etc.) ; la reconquête d'une autonomie paysanne et d'une souveraineté en matière technologique ou génétique (L'Atelier Paysan, Technologos, Réseau Semences paysannes, CrieGen, Pièces et main d'œuvre, collectifs antipuçage, collectifs hors normes). Et nous en oublions forcément tant il en existe ! Cette solution est, là encore, indispensable et elle nourrit autant le quotidien que l'espoir de nombreux paysans. Mais il faut aussi, comme précédemment, en voir les limites. Si ces engagements ont l'indéniable mérite d'inscrire la démarche individuelle dans le combat collectif, force est de constater qu'on s'y retrouve bien souvent dans un entre-soi militant, minoritaire, qui ne parvient pas, pour l'heure, à rallier de plus larges franges de la population. La spécialisation de la plupart de ces collectifs, la capacité du « système » à absorber ou réprimer ces figures de la contestation, la vitesse incomparablement supérieure à laquelle se propage l'agriculture industrielle, constituent également d'importants obstacles.

Reste donc à examiner une troisième solution, qui concerne le fait majoritaire et conditionne en fait le succès de toutes les autres formes de soutien. On ne peut, hélas, que la formuler sur un mode interrogatif. Pourquoi les Français, à « leur échelle » comme vous dites, n'ont-ils pas encore compris que l'amélioration du sort des paysans – mais aussi celui des agriculteurs pris dans la spirale du productivisme – est inséparable d'un changement politique général, d'une transformation de fond en comble des institutions, agricoles ou extra-agricoles ? Pourquoi ne se sont-ils pas encore aperçus que, grâce à des décennies d'action et de réflexion des courants contestataires, le temps du TINA, du « there is no alternative » cher à Margaret Thatcher, est désormais révolu et que l'on voit aujourd'hui bien mieux ce que pourrait être une société post-capitaliste et postproductiviste, prudente, pluraliste et solidaire ? Pourquoi s'évertuent-ils encore, quelle que soit l'élection, européenne, nationale ou locale, à se doter de « représentants » qui, par delà leurs différences réelles ou leurs mensonges rivaux, communient dans le même sacrifice au totem modernité ? Il va de soi que les réponses à ces questions dépassent le cadre du présent entretien.

Pierre Bitoun et Yves Dupont

BIBLIOTHÈQUE RADICALE

À propos de « Le caché de la Poste » de Nicolas Jounin

La Découverte, 2021

3 heures, 43 minutes et 59 secondes, c'est la durée de la tournée de Nicolas Jounin calculée par « l'outil » de La Poste. Une course contre la montre pour ce sociologue qui a travaillé comme facteur en CDD durant 5 semaines au sein d'un centre de distribution d'une ville moyenne en périphérie d'une grande agglomération.

C'est ainsi à une plongée – souvent en eaux troubles – dans la vie quotidienne des facteurs que nous invite l'auteur. Outre son expérience qu'il relate avec minutie, il a mené des entretiens avec une centaine d'agents et de cadres du siège national, réalisé des observations auprès d'une vingtaine de factrices et facteurs, et compulsé nombre d'archives d'un service public devenu entreprise à but lucratif.

Son questionnement porte principalement sur les conditions de travail des facteurs.

Depuis le tournant néolibéral et les politiques d'austérité des années 1980, l'évolution des effectifs de la Poste est désindexée de la croissance du courrier. La direction cherche à augmenter la productivité des facteurs tout en transformant ce service public en une société anonyme ouverte à la concurrence et au profit. Ce qui se traduit par une baisse drastique des effectifs – La Poste se débarrasse chaque année d'environ 2000 emplois de facteurs – et par la fin du statut de fonctionnaire au profit de CDD. Tous les deux ans, des « réorganisations » ont lieu dans les centres de distribution afin d'augmenter le périmètre des tournées et de réduire les « coûts » de personnel.

Pris dans l'une de ces réorganisations, Jounin décrit l'accumulation des re-

tards de distribution de courrier, la multiplication des heures supplémentaires non rémunérées, le sentiment permanent de mal faire son travail. Au cœur d'un métier censé mettre en valeur l'autonomie et la confiance, plusieurs contradictions apparaissent : contradiction entre le temps prescrit (par un logiciel dont les éléments de calcul sont totalement opaques) et le temps réel de travail, contradiction entre la standardisation des « normes et cadences » et les réalités diverses du terrain (climat, géographie, etc.), contradiction entre le *turn over* incessant et la relation de proximité que l'on attend d'un facteur.

Au travers de discussions imaginaires – souvent truculentes ! – avec Frederick Taylor, Jounin décortique les effets du *scientific management* sur l'organisation du travail. Les salariés se retrouvent au final dépossédés de toute marge de manœuvre et de prise de décision. La modélisation des tournées aboutit à un « monopole de la réalité » par la direction de La Poste. Cela n'est bien évidemment pas sans effets sur la colère ou la résignation que vivent les salariés, avec son cortège de mutations, démissions, de *burn out* ou de suicides.

L'intérêt de l'ouvrage repose donc sur son caractère ethnographique fouillé et l'analyse par le prisme tayloriste. Regrettons cependant que les termes de capitalisme (absent de l'ouvrage) et de néolibéralisme (cité une fois), ne soient pas davantage pris comme angles interprétatifs. Cela aurait permis de ne pas s'enfermer dans les seules questions relatives à l'organisation et à la mesure quantitative du travail.

Ariane Randeau

LES BRÈVES DU SATIRIQUE

Assistés ?

Deux amies, la trentaine, se font face dans un wagon du métro parisien. La conversation, pour une fois audible, devient politique :

« *Le problème de la gauche c'est qu'elle aide trop les gens* », lance l'une. « *Le problème de la droite c'est qu'elle aide trop les gens, aussi* », rétorque l'autre.

La première, interloquée, fait signe à sa copine qu'elle ne comprend pas.

« *Eh ben oui, elle aide trop les riches !* » Le brouhaha du métro reprend...

Guerre de pouvoir à la Métropole tourangelle

Inutile de revenir sur les détails, les rebondissements, les coups bas, les confidences ou les déclamations offusquées d'élu, ainsi que s'y est complu ces derniers mois la presse locale tous titres confondus. *NR*, *Tribune Hebdo*, *37 degrés*, *Info-Tours*, etc. Le résumé, seul, suffit : le spectacle fut grotesque, indigne et les Verts se sont fait avoir comme des bleus. Quant au lecteur ou à l'électeur, il est resté là, assistant à la triste comédie. Jusqu'à quand ?

Entre-soi

Du 6 au 10 octobre 2021, avait lieu à Blois la 24ème édition des « Rendez-vous de l'Histoire » au sein desquels figuraient aussi, pour la 8ème fois consécutive, cinq jours de rencontres consacrées à « L'Économie ». À consulter le programme, nulle surprise. Tout le gratin du monde politique, des affaires, des médias, des économistes « comme il faut » ou des contestataires « mais pas trop », est annoncé, au point de faire penser à un « dîner du

Siècle » qu'on aurait décentralisé durant quelques jours en cité blaisoise. Mais le plus vaniteux, le plus grotesque de « l'entre-soi » fut sans doute atteint durant la dernière journée, le dimanche 10, parrainée par les centres E. Leclerc. Qui vint y présenter son dernier livre ? Michel-Edouard bien sûr, comme toujours très préoccupé des arrangements entre amis et des fins du moi.

Un vaccin contre la haine ?

Le lundi 18 octobre 2021, dans le cadre de l'émission « 24h Pujadas » sur LCI, les « entre-soi » du plateau du jour sont conviés à répondre à la question : « Virus : le début de la 5ème vague ? ». Après divers propos mille fois entendus (quels chiffres ?, les bienfaits de la couverture vaccinale et ses limites, faut-il recourir ou non à l'obligation vaccinale ?, etc.), le ton, soudain, s'échauffe au sujet des + de 600 000 personnes de + de 75 ans qui ne sont toujours pas vaccinées. Aiguillonné par les interventions de l'épidémiologiste et startuper Martin Blachier, le journaliste Jean Quatremer, correspondant à Bruxelles de *Libération*, s'emporte. « (...) *C'est facile, on appelle ces 626 000 personnes, une par une, et si jamais elles ne défèrent pas à la convocation, eh bien, on suspend le paiement des retraites. Je peux vous dire que les 626 000 personnes, elles vont aller se faire vacciner, et extrêmement rapidement !* ». « *Je suis d'accord* », renchérit Blachier dont on entend juste la voix...

Un candidat omniscient et pragmatique

Yannick Jadot a la pollution à tous les problèmes.